

## « Refuser le Ceta, c'est donner une chance à l'Europe »

**Nicolas Hulot** félicite les Wallons. Selon lui, l'accord avec le Canada empêcherait l'Europe d'atteindre les objectifs fixés dans les accords de Paris sur le climat.

**P**our l'écologiste français, les Wallons ont raison de refuser le Ceta tel qu'il est libellé. Notamment parce que, selon lui, l'accord avec le Canada empêcherait l'Europe d'atteindre les objectifs fixés dans les accords de Paris sur le climat.

**La Wallonie s'oppose à la signature au Ceta. En résumé, les Wallons estiment qu'en l'état, le traité avec le Canada fait la part belle aux multinationales, au détriment de la puissance publique. Les rejoignez-vous sur ce constat ?**

*Je partage complètement cette analyse. Cet accord dépasse largement la question du commerce et des droits de douane. Les dispositions qu'il introduit portent clairement atteinte aux prérogatives des Etats ou de l'Union européenne pour protéger les citoyens et lutter contre le changement climatique en renforçant le pouvoir des lobbys. Il est déjà suffisamment difficile*

*aujourd'hui de maintenir nos normes environnementales et sociales alors qu'il faudrait les renforcer pour faire face aux enjeux du XXI<sup>e</sup> siècle. Il est nécessaire de prendre le temps de renégocier des parties entières du traité. Une simple déclaration interprétative annexée à l'accord ne peut en rien changer la donne. Il est par exemple impensable que des investisseurs puissent poursuivre, devant un tribunal d'arbitrage privé, un Etat qui prendrait des mesures pour bannir les énergies fossiles les plus polluantes ou soutenir*

*les énergies renouvelables.*

**Emmanuel Macron a déclaré mercredi dernier à Bruxelles que pour lui, les parlements nationaux n'auraient pas dû être appelés à se prononcer sur un traité de libre-échange, s'agissant d'une compétence communautaire (européenne). Qu'en pensez-vous ?**

*Les Wallons ont raison, le Ceta n'est pas un accord de commerce comme les autres. Il est le premier accord de nouvelle génération que nous allons signer avec un pays du G7. Nous n'avons pas droit à l'erreur. Il donnera le « LA » de tous les accords à venir avec de grandes zones économiques (USA, Japon, Mercosur...). C'est pour cela que nous le qualifions de cheval de Troie du Tafta (appelé aussi TTIP, projet de traité de libre-échange entre l'UE et les Etats-Unis, NDLR). Le réel objectif du Ceta est de supprimer les barrières non tarifaires au commerce, c'est-à-dire de faire converger les normes européennes et canadiennes, aujourd'hui très éloignées. Je n'ai encore jamais vu une telle convergence se faire par le haut.*

**Le Canada est présenté comme l'Etat « le plus proche de l'Europe sur les valeurs ». Que pensez-vous de cet argument au regard, par exemple, de sa politique environnementale ?**

*Au-delà des valeurs, le Canada comme l'Europe se heurtent à la difficulté de mettre en cohérence discours et décisions politiques quand le temps de l'action est*

*venu ! C'est pourquoi j'ai récemment interpellé publiquement Justin Trudeau sur l'incohérence entre sa position sur le Ceta et ses engagements lors de la COP21. Le Canada doit faire sa transition énergétique et économique : il ne peut plus dépendre autant de l'exploitation des sables bitumineux qui émettent beaucoup plus de gaz à effet de serre que le pétrole conventionnel. Leur extraction et leur acheminement se font au détriment des écosystèmes et des peuples premiers. La promesse faite pendant la COP21 de revoir à la hausse dès cette année la contribution canadienne (NDC) doit être tenue car les objectifs fixés par le gouvernement précédent ne sont pas en adéquation avec l'objectif des deux degrés. L'Europe doit faire de même.*

**Le Ceta pourrait empêcher d'atteindre les objectifs environnementaux fixés par l'accord de Paris sur le climat ?**

*Le Ceta est une fausse note sur la partition des deux degrés. Il affaiblit la capacité des Etats à légiférer, notamment via l'instauration de tribunaux d'arbitrages qui vont permettre aux investisseurs présents au Canada (dont 80 % des entreprises américaines opérant en Europe) d'attaquer toute nouvelle législation contraire à leurs intérêts. La libéralisation presque totale du secteur agricole va freiner le passage d'une agriculture intensive très émettrice de gaz à effet de serre vers une agriculture basée sur l'agro-écologie. Après l'accord de Paris, on ne peut pas continuer à commercer comme avant. Nos politiques commerciales doivent permettre d'accélérer la transition énergétique et*

*non l'inverse.*

**Il a été dit que les Wallons ne peuvent pas empêcher à eux seuls un accord accepté par 99 % des Européens. Vous êtes d'accord ?**

*Les Wallons ne sont pas seuls. L'Europe se dit surprise mais de nombreux experts juridiques et économiques ont dénoncé ce traité et il existe une opposition massive de la part des citoyens mais aussi des parlementaires partout en Europe. En France, l'Assemblée nationale a par exemple adopté une résolution dès 2014 qui traçait des lignes rouges et demandait notamment de ne pas intégrer de tribunaux d'arbitrage dans l'accord. Dans la mesure où cet ac-*

*cord dépasse le cadre habituel du commerce et des compétences déléguées à l'Union européenne, il aurait été nécessaire d'avoir des consultations beaucoup plus larges en amont à la négociation. La Belgique a la chance de disposer d'un système où les parlements régionaux sont consultés avant la signature des traités, ce qui a permis un large débat. Je suis convaincu que des exercices similaires en France et dans les autres pays européens auraient abouti au même résultat.*

**Le « non » wallon est-il aussi un message adressé à l'Europe, à l'heure où de nombreux citoyens ne la consi-**

**dèrent plus comme un vecteur de progrès et de protection ? Une demande de transparence, de plus de démocratie européenne, l'aspiration à autre chose qu'une Europe du tout aux marchés ?**

*Refuser le Ceta aujourd'hui, c'est donner une chance à l'Europe de repartir sur le bon pied. Une Europe plus transparente, plus démocratique, plus cohérente et plus exigeante. Une Europe au service de ses citoyens comme des générations futures. Une Europe qui affirme son leadership social, écologique et climatique et tire les autres*

*vers le haut plutôt que de se laisser entraîner vers le bas. ■*

**Propos recueillis par  
CORENTIN DI PRIMA**

## Nicolas Hulot

A 61 ans, il est désormais autant connu pour sa présence dans le débat politique français que pour la présentation de l'émission qui l'a rendu célèbre, « Ushuaïa ». François Hollande avait fait de cette figure de la défense de l'environnement son envoyé spécial lors de la COP 21. Pressenti pour se présenter à la présidentielle de 2017, il a, comme en 2007, préféré renoncer. Il préside la Fondation Nicolas-Hulot pour la nature et l'homme.